

Les organisations syndicales, CGT, SUD, CFDT, FO, et CFTC se sont rencontrées ce jour suite aux articles de presse annonçant un changement de statut et d'ouverture du capital de La Poste qui sera confirmé par le Président Jean-Paul Bailly lors du prochain conseil d'administration, le 10 juillet 2008.

Elles jugent inqualifiable l'attitude de la direction de La Poste suite à cette annonce, par presse interposée.

Les organisations syndicales refusent un processus qui conduirait inexorablement à la privatisation du service public postal. .

D'évidence, La Poste et le gouvernement ont fait le choix de passer en force en contournant les organisations syndicales représentatives des postières et des postiers.

Nos fédérations s'engagent dans l'action :

- **Pour un service public moderne et rénové, qui réponde aux besoins de la population sur l'ensemble du territoire ;**
- **Pour la défense de l'emploi et le maintien des garanties des fonctionnaires et des contractuels.**

Les Organisations syndicales demandent au Gouvernement et au Président de la Poste :

- une véritable concertation dans les plus brefs délais
- l'organisation d'un débat public national sur l'avenir du service public postal.

Les organisations syndicales seront auprès des postiers tout l'été pour débattre avec eux de leur avenir et pour définir les modalités les plus efficaces dans le but de préparer une action unitaire nationale dès la rentrée.

Une nouvelle rencontre des Organisations syndicales est d'ores et déjà programmée début septembre.